

la vie de ma famille et dans l'histoire du parti auquel j'appartiens. La mention qu'en fait le discours du Trône est une approbation du travail de toute la carrière de ces hommes qui m'ont précédé, d'hommes qui ont aussi précédé d'autres de mes honorables collègues des deux côtés de cette Chambre, et pour cette raison, ce paragraphe du discours du Trône ne saurait soulever aucune critique.

Tous s'accorderont à dire que nous avons un très digne représentant à la Société des Nations dans la personne de l'honorable ministre qui dirige mes honorables collègues de l'autre côté de cette Chambre. Comme il l'a dit, il aura des successeurs et j'espère que ceux qui représenteront le Canada à ce poste seront, comme lui, toujours dignes de nous représenter.

Au sujet des diplomates qui sont appelés à représenter le Canada chez les nations étrangères, mon honorable ami a appuyé sur le fait que la représentation diplomatique aux Etats-Unis a été créée par sir Robert Borden. J'ai un très grand respect pour ce dernier, mais il est évident qu'après avoir créé la position, il a cru qu'il était mieux de ne pas la remplir. Il la laissa donc vacante, et mon honorable ami de l'autre côté de la Chambre a cru bon de dépenser un demi-million de dollars de notre argent pour acquérir une propriété qui sert à loger un homme d'une habileté ordinaire. Je crois que ces uniformes soutachés d'or servent peu. Je ne crois pas que nous devions dépenser trop d'argent pour les acquérir quand les finances du Canada ne sont pas encore solidement établies. Je ne crois pas que les impôts aient été suffisamment réduits au Canada pour nous permettre de nous livrer à de telles extravagances. Mon honorable collègue a dit qu'autrefois il nous fallait communiquer avec d'autres nations en s'y rendant sur des navires, mais je ne crois pas que nous nous soyons souvent trouvés dans l'obligation de nous rendre en France, et s'il a fallu y aller pour démêler quelques difficultés, l'argent dépensé pour ces voyages était peu de chose en comparaison de ce que nous devons dépenser à la suite de la proposition qui nous est soumise.

Pour aborder le sujet des dépenses qui ont été effectuées, permettez-moi de vous dire que depuis mon arrivée à Ottawa, j'ai constaté qu'on dépensait beaucoup d'argent avant d'en avoir averti le peuple. J'ai vu que des édifices ont été démolis, des propriétés achetées et qu'on avait fait de très fortes dépenses dans un but très peu utile. Je ne dis pas qu'un jour, il ne faudra pas embellir la ville d'Ottawa, à titre de grande capitale, alors que nous n'aurons plus à porter le fardeau d'im-

pôts extraordinaires; mais depuis plusieurs années, nous y avons construit des places magnifiques et des promenades qui sont en rapport avec l'argent dont nous pouvions disposer. Jusqu'au jour où nos impôts seront moins onéreux et où nous pourrions avoir une population plus nombreuse dans le pays—à mon sens, on devrait comprimer nos prévisions budgétaires jusqu'à ce que nous puissions diminuer l'impôt per capita—nous ne pouvons entreprendre de faire les énormes dépenses que l'on prodigue dans cette ville et aux alentours. Mais nos dépenses ne se bornent pas à la cité d'Ottawa; nous construisons des hôtels ici et là, et entre autres, un hôtel absolument inutile à Halifax. On le construit avec l'argent du peuple, car tout déficit dans les opérations des chemins de fer nationaux doit être soldé par nous. Personne ne viendra d'Angleterre, des Etats-Unis ou d'ailleurs pour payer ces comptes; ce sont les canadiens seulement qui devront équilibrer nos budgets.

La question de l'immigration est peut-être la plus importante du jour. L'actif le plus précieux du Canada est probablement la qualité de ses citoyens. L'autre jour, un journal de Toronto que nous reconnaissons tous comme une publication sérieuse, le *Mail and Empire*, dans un article éditorial, conseillait au ministère de l'Instruction publique en Ontario de préparer des instituteurs dans le but de les envoyer dans le nord de la province pour y renverser les doctrines rouges que l'on y enseigne. J'ai ici un article envoyé de Toronto et publié dans un journal des Etats-Unis, le *Boston Transcript*. C'est un long article, mais avec votre permission, je le consignerai sur nos comptes rendus. Il se rapporte à cette question, et il prouve qu'il se fait une propagande à Toronto, Montréal, Winnipeg et Vancouver, pour répandre les doctrines rouges, selon un plan organisé systématiquement, et que nous nous sommes rendus coupables d'avoir amené dans ce pays une classe de citoyens indignes de partager les avantages que l'avenir réserve au Canada. A Montréal, on m'a dit que des indésirables pouvaient être introduits au pays, que des citoyens réalisaient de forts bénéfices en introduisant en contrebande ces indésirables auxquels la loi interdit l'entrée au Canada. La source de mes renseignements est tellement certaine que je n'hésite pas à les communiquer à cette Chambre et à attirer l'attention du gouvernement sur le fait que des indésirables sont admis librement à venir prêcher les doctrines exposées dans ce journal et à répandre leurs opinions subversives dans toute